

Nous continuons de favoriser un règlement pacifique par les Salvadoriens eux-mêmes. Le Canada est prêt à saisir toute possibilité qui s'offre de jouer un rôle constructif, avec l'assentiment de toutes les parties en cause. Comme les États-Unis, il s'est réjoui des efforts du président mexicain Lopez Portillo pour préparer le terrain à une solution au Salvador et pour réduire la tension entre les États-Unis et Cuba et le Nicaragua.

Le Canada a annoncé qu'il accroîtra sensiblement - soit jusqu'à plus de un demi milliard de dollars - son aide aux pays du bassin des Caraïbes. Nous sommes convaincus que la tension dans cette région sera résorbée par le développement social et économique plutôt que par la force des armes. C'est pour cette raison que le Canada s'est associé à l'initiative du bassin des Caraïbes. Dans le cadre de ce programme d'aide considérablement élargi, le Canada envisagera de reprendre son aide bilatérale au Salvador dès que les conditions le permettront. En ce qui concerne l'aide au Nicaragua, nous avons clairement fait savoir que nous étions disposés à aider ce pays. Mais nous avons aussi exprimé aux Nicaraguayens notre préoccupation devant ce qui peut sembler une tendance croissante à s'éloigner de leurs propres principes de pluralisme politique et de non-intervention dans les affaires d'autres pays.

Pourquoi avons-nous appuyé les élections au Salvador? Tout simplement parce que les Canadiens préfèrent un gouvernement démocratique. Le président Duarte semblait déterminé à mettre en place un tel gouvernement malgré l'opposition violente de la gauche et de la droite. Il mettait ainsi en jeu son poste, ses politiques et sa vie - comme il l'avait fait lors des élections de 1972 et dans leur prolongement - tout comme ceux qui se présentaient comme candidats.

Toutefois, la coalition FMLN/FDR a rejeté les élections et leur a préféré ce qu'elle appelle un "règlement politique global" en vertu duquel elle formerait un gouvernement, présumément d'abord avec la collaboration des démocrates chrétiens et d'autres partis. Elle a été extrêmement vague sur la question de savoir quand ce nouveau gouvernement se soumettrait lui-même à des élections.

Je devrais également mentionner que les membres de l'Organisation des États américains ont dans leur grande majorité appuyé les élections. Je pourrais aussi noter que le Costa Rica en 1948 et le Venezuela en 1960 sont sortis de la guerre civile par des élections. Je devrais ajouter à cet égard qu'il serait tragique et inacceptable que le Costa Rica - le seul État de la région à tradition démocratique - soit déstabilisé en raison d'une contagion de la violence.